

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 09/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références :
Code AIOT : 0010000018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté LdtsGuilly et Champ de la Traine 18520 Avord. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- LdtsGuilly et Champ de la Traine 18520 Avord
- Code AIOT : 0010000018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage en vrac de céréales et de grains sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2007 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds...),
- l'existence, la mise en œuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissant la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux ...).

Des contrôles, par sondage, de la présence des détecteurs de dysfonctionnement et de l'asservissement du fonctionnement des installations de manutention à celui du système d'aspiration, ont été effectués au cours de cette inspection.

Des simulations de défaut de ces équipements ont également été mises en œuvre, dans le cadre de cette opération, afin de vérifier la mise à l'arrêt du circuit testé, et le bon fonctionnement des alarmes associées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 11.2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	stationnement des véhicules à moteur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	entretien et maintenance	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 17	D2 de la VI du 12/03/2020	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 17.1	/	Sans objet
6	surveillance et entretien	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 21	/	Sans objet
7	Consignes de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 22	/	Sans objet
9	évents des filtres à manche	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	permis de feu	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 12	/	Sans objet
5	système d'aspiration et de filtration	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 17.2	/	Sans objet
8	registre accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 11.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur. Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les non conformités relevées. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à l'ensemble des travaux de mise en conformité des installations électriques et un écart relevé en avril 2023 est récurrent. L'exploitant ne réalise pas un suivi des écarts relevés lors des contrôles de vérification des installations électriques avec échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité.
Observations : Documents consultés : <ul style="list-style-type: none">- rapport de vérification périodique n°039608822301R001 établi par la société DEKRA le 02/05/2023 suite à la vérification du 20 au 21/04/2023;- rapport de vérification au titre de la réglementation ICPE n°039608822301R002 établi par la société DEKRA le 02/05/2023 suite à la vérification du 20 au 21/04/2023;- compte rendu de vérification périodique Q18 établi par DEKRA le 02/05/2023;- devis établi par la société INEO le 24/07/2023. Le premier rapport relève 16 observations au regard du code du travail. Le deuxième rapport relève 1 écart au regard de la législation des ICPE qui est repris dans le premier rapport. Le rapport Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il précise qu'un danger a déjà été signalé (non fonctionnement du report de signalisation du CPI). Le devis transmis vise à faire réaliser les travaux de mise en conformité des installations électriques pour 12 points. L'exploitant précise que l'intervention d'INEO est programmée les 07 et 08/08/2023, qu'un autre prestataire se chargera d'un point le 04/08 et que les 3 autres points seront traités en interne ou par un autre prestataire. Il n'est pas en mesure de présenter un tableau de suivi des écarts avec échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une consigne relative aux modalités d'exécution des travaux et à leur sécurité est établie et respectée.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des barrières de sécurité techniques, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- en préalable aux travaux, que ceux-ci, en tenant compte de l'efficacité des mesures compensatoires prévues, n'affectent pas la sécurité des installations ;- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée. <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Le permis de feu doit être signé par l'exploitant, et par le personnel devant exécuter les travaux après avoir inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Il y est mentionné explicitement que le personnel effectuant les travaux, a bien pris connaissance des consignes de sécurité définies dans le 1er alinéa du présent article.</p> <p>Le permis de feu (ou la consigne associée) rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;- la durée de validité ;- la nature des dangers ;- les précautions particulières en fonction du type de matériel utilisé ;- les mesures de prévention à prendre et notamment le nettoyage de la zone dans un périmètre suffisant, l'arrêt des installations (manutention, aspiration...), la signalétique ;- les consignes de surveillance et de fin de travaux dont la fréquence et la durée sont fixées par l'exploitant etc...- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple la proximité d'un extincteur adapté au risque, l'utilisation de bâches ignifugées, ainsi que les moyens d'alerte.
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none">- consigne relative au permis de feu figurant en première et deuxième pages du carnet n°8 ouvert le 23/06/2022;- permis de feu du 29/06/2023 relatif à des travaux par point chaud sur la ventilation du hangar de stockage. <p>Les travaux ne portent pas sur une barrière de sécurité technique. Le permis de feu a été établi par le responsable de site et contient les informations attendues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : entretien et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 17
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 de la VI du 12/03/2020
Prescription contrôlée : Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions de l'article 11 du présent arrêté. Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et à éviter les dépôts de poussières. Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après font également l'objet de contrôles périodiques. En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par une personne compétente et formée à ces tâches. L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.
Constats : L'exploitant doit fournir le dernier rapport de maintenance des transporteurs à bande attestant du bon état des bandes.
Observations : Cette prescription a fait l'objet du constat D2 relevé lors de la visite précédente du 12/03/2020 : fournir les documents du constructeur justifiant la durée de vie des bandes transporteuses et leur date de mise en service sur le site. Lors de la présente visite, l'exploitant indique que les bandes transporteuses sont d'origine mais que la durée de vie préconisée n'est pas dépassée. Il ajoute qu'une maintenance préventive est régulièrement effectuée par un prestataire. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport de maintenance qui est classé au siège de l'entreprise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 17.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des gaines.</p> <p>Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :</p> <p>Equipements / Dispositifs de sécurité</p> <p>1/Transporteurs à bandes / Détecteur de surintensité moteur+Contrôleur de rotation+Contrôleurs de déport de bandes+Bandes non propagatrice de la flamme</p> <p>2/Transporteur à chaîne/ Détecteur de surintensité moteur+Détecteur de bourrage</p> <p>3/Élévateurs / Paliers extérieurs+Contrôleur de rotation+Contrôleurs de déport de sangles+Aspiration des poussières</p> <p>4/Appareils Nettoyeur, Séparateur / Aspiration des poussières</p> <p>Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.</p> <p>De plus, la bande transporteuse mobile utilisée pour la manutention dans les silos plats est non propagatrice de la flamme et le pot d'échappement de la chargeuse est équipé d'un pare-étincelles.</p>
Constats : Le pot d'échappement de la chargeuse n'est pas équipé d'un pare-étincelles.
<p>Observations :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - courrier du 05/02/2019 de la société SA MINET attestant que les bandes projeteuses SFSJ 2362x600 mm en caoutchouc sont auto-extinguibles et conformes aux normes ISO 284 et ISO 340. <p>Lors de la visite, l'inspection constate visuellement, par sondage, la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un détecteur de bourrage sur les transporteurs à chaîne RL2 et RV1 situés respectivement en tête et en pied de la tour de manutention du silo métallique; - un contrôleur de température en pied de l'élévateur E3 du silo métallique; - un contrôleur de rotation en pied des élévateurs E2 et E3 du silo métallique; - un détecteur de déport de bande sur le transporteur à bande TB1 du silo masse; - un détecteur de déport de sangle en tête de l'élévateur E8 du silo plat. <p>En annexe, figurent les résultats des tests de fonctionnement de certains dispositifs de sécurité effectués par sondage par l'exploitant pendant la visite à la demande de l'inspection. Les tests sont concluants.</p> <p>L'inspection constate la présence d'une chargeuse dans la cour de l'usine dont le pot d'échappement ne présente pas (à l'extérieur) de pare-étincelles. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'engin est équipé de ce dispositif et indique que la chargeuse n'est pas utilisée en zone à atmosphère explosive.</p>

La bande transporteuse mobile n'est pas contrôlée par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : système d'aspiration et de filtration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 17.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de la manutention est rendu possible uniquement lorsque le système d'aspiration des poussières fonctionne correctement. Celui-ci est doublement asservi : - à la mise en marche du silo, c'est à dire que le système d'aspiration doit fonctionner préalablement aux systèmes de manutention ; - en cas de panne du système d'aspiration, l'ensilage est interrompu. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant réalise un test du fonctionnement du double asservissement du système d'aspiration des poussières, depuis le système de supervision, pour le circuit suivant : cellule 3 / transporteur à chaîne RV1 / élévateur E1 / transporteur à chaîne RL2 du silo métallique. Le circuit est mis en service puis l'aspiration est arrêtée : une alarme sonore se déclenche et le circuit s'arrête totalement après une temporisation de 180 secondes (vidange). Puis l'exploitant tente de mettre en service le circuit sans activer l'aspiration : une alarme sonore se déclenche et le circuit ne démarre pas (après une attente de 90 secondes). Le test est concluant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : surveillance et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement, et notamment les risques relatifs aux poussières. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitant doit préciser la consigne à appliquer en cas de défaut détecté sur les dispositifs de sécurité des appareils de manutention (contrôle visuel systématique, correction du défaut, acquittement du défaut...).
Observations : Documents consultés : <ul style="list-style-type: none">- fiche de fonction du 02/11/2018 pour le poste de responsable de site 2ème échelon;- attestation de formation sur la maîtrise des risques en silo établie par la plateforme SMOOTHIE le 28/07/2023 pour le responsable de site;- attestation de formation sur la maîtrise des risques en silo établie par la plateforme SMOOTHIE le 04/01/2023 pour un agent d'exploitation;- extrait du tableau de suivi des formations aux risques silos pour les 4 titulaires du site;- fiche personnelle des formations de l'adjoint au responsable du site mise à jour le 28/07/2023;- fiche FS012 - accueil sur site d'un nouveau salarié. L'inspection remarque que la fiche détaille notamment la procédure à suivre en cas de défaut détecté sur les séchoirs mais ne traite pas des dispositifs de sécurité des appareils de manutention. L'exploitant précise que ce sujet est toutefois présenté aux nouveaux arrivants impliqués dans l'exploitation des silos.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 22
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.</p> <p>Les consignes et procédures d'exploitation de sécurité sont tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. L'utilisation de lampes baladeuses non conformes à l'intérieur des cellules est interdite.</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.</p> <p>La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50g.m-2, des témoins peints sur le sol servent de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit clarifier les conditions d'utilisation du balai, lorsqu'il paraît plus adapté que la centrale mobile d'aspiration, dans les différentes parties du site.</p>
<p>Observations :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consigne environnement CE 102 "surveillance silos" mise à jour par AXEREAL le 15/12/2012; - - consigne environnement CE 101 "nettoyage des silos" mise à jour par AXEREAL le 02/08/2012; - fiches de contrôle hebdomadaire du nettoyage du silo métallique, du silo masse et des séchoirs des semaines 37 à 52 en 2022. <p>L'exploitant indique que le balai est utilisé fréquemment dans le silo métallique alors que la consigne de nettoyage susvisé préconise l'utilisation du balai en dernier recours et sous certaines conditions.</p>

Lors de la visite, l'inspection constate que les repères au sol du niveau de poussière sont parfaitement visibles et qu'il n'y a pas d'empoussièrement excessif sur les équipements dans les parties visitées dans les tours de manutention des silos métallique et masse. L'inspection constate également la présence d'un système d'aspiration fixe des poussières dans les tours de manutention des silos métallique et masse ainsi qu'une centrale d'aspiration mobile.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : registre accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie ou dysfonctionnement notable des installations doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : A la connaissance de l'inspection, le dernier incident recensé sur le site date du 29/05/2020. Il a fait l'objet d'un courriel d'information à l'inspection le 29/05/2020 et d'un compte rendu le 17/06/2020. Lors de la visite, l'exploitant confirme qu'aucun incident n'a eu lieu depuis cette date. L'inspection n'a pas demandé à consulter le registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : événements des filtres à manche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, risque explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'étude des dangers et à ses compléments, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter les effets de surpression. Ces dispositifs répondent aux préconisations et dimensionnements de l'étude des dangers. En particulier, les tours de manutention des silos métallique et masse sont entièrement soufflables. Les événements sont orientés vers des zones susceptibles d'être les moins fréquentées par le personnel.
Constats : L'exploitant doit justifier le bon dimensionnement des événements des deux filtres à manche et leur positionnement sur les faces opposées à la voie ferrée.
Observations : Lors de la visite, l'inspection constate, à l'ouest du silo métallique, la présence de deux centrales fixes d'aspiration des poussières équipées de filtres à manches. Les filtres sont équipés de plusieurs événements orientés vers la cour de l'usine à l'opposé de la voie ferrée longeant le site au nord. L'inspection ne trouve pas d'éléments sur ces événements dans l'étude des dangers en sa possession. Les autres dispositifs permettant de limiter les effets de surpression ne sont pas contrôlés par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : stationnement des véhicules à moteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Des dispositions (pare-étincelles, mesures organisationnelles) sont prises pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion. Le stationnement de véhicules est interdit dans les capacités de stockage.
Constats : Un engin muni d'un moteur à combustion est stationné dans le hangar de stockage. Son pot d'échappement n'est pas équipé d'un pare-étincelles.
Observations : Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un engin à moteur stationné dans le hangar de stockage qui est partiellement rempli de grains. L'exploitant explique qu'il est utilisé pour la manutention et reconnaît que le stationnement en intérieur est une mauvaise pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours